



Assemblée générale

Distr. générale
2 mai 2017
Français
Original : anglais

Soixante-et-onzième session

Point 115 a) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres nominations**

Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général a reçu notification de la démission de Catherine Vendat (France) du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, avec effet au 29 avril 2017. En conséquence, l'Assemblée générale devra, à sa session en cours, nommer une personne qui siégera à la place de M^{me} Vendat pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2019.
2. Le Gouvernement français a proposé la candidature d'Olivier Myard au siège devenu vacant à la suite de la démission de M^{me} Vendat.
3. Par une communication datée du 28 avril 2017, le Secrétaire général a été informé par le Président du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États que la candidature de M. Myard avait été approuvée par ce Groupe.
4. Le curriculum vitae du candidat est joint en annexe à la présente note.



Annexe

Curriculum vitae*

Olivier Myard (France)

Profil

- Administrateur de haut rang, spécialiste du contrôle (audit interne, enquêtes et évaluations)
- Administrateur de haut rang spécialiste du contrôle interne (audit interne, enquêtes et évaluations)
- Vaste expérience des secteurs public et privé
- Spécialisé dans les organisations internationales, notamment banques de développement
- Connaissances spécialisées dans les domaines suivants : finances publiques, enquêtes, audit, évaluation, gestion d'actifs et ressources humaines
- Communicateur et négociateur chevronné
- Bilingue anglais-français et bonne connaissance de l'espagnol
- Ancien élève de l'École nationale d'administration – ENA (1999) et de Sciences-Po Paris (1985)

De janvier 2012 jusqu'à présent **Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)**

Directeur du Bureau de l'évaluation
et de l'audit interne (EAO)
Montréal (Canada)

- J'ai arrêté par moi-même le plan de travail du service (cinq à huit audits de conformité et de performance et deux évaluations par an) et en ai dirigé la mise en œuvre, en conformité avec les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne et celles du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE), en me fondant sur une évaluation des risques et après avoir procédé à un vaste échange de vues avec toutes les parties prenantes;
- Les récents audits ont porté sur les domaines suivants : acquisitions, consultants, voyages, formation du personnel, fonds fiduciaires, gestion des absences, gestion des immobilisations et des stocks et bureaux régionaux de l'OACI (Paris, Mexico, Lima, Nairobi, Le Caire, Bangkok et Beijing); et les récentes évaluations sur les points suivants : gestion axée sur les résultats, planification de la relève, partenariats des Nations Unies, projets de coopération technique en Asie, en Afrique et en Amérique latine;
- J'ai mené personnellement un certain nombre d'enquêtes (deux à cinq rapports chaque année);

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

- J'ai assuré la coordination des activités du Bureau de l'évaluation et de l'audit interne (EAO) avec celles du Commissaire aux comptes (Corte dei Conti), et j'exerce la fonction de secrétaire du Comité consultatif sur l'évaluation et les audits (EAAC) ainsi que celle de point focal pour le Corps commun d'inspection (CCI);
- J'ai assuré la gestion du Bureau de l'évaluation et de l'audit (deux postes d'auditeur interne, un poste d'évaluateur et deux postes d'agent d'appui) ainsi que d'un budget annuel de 1,1 million de dollars des États-Unis (salaires, consultants, frais de mission uniquement); et ai élaboré un plan de formation annuel pour maintenir à niveau la qualification du personnel du Bureau;
- Je suis membre des réseaux professionnels connexes du système international (représentants des services de vérification interne des comptes (RIAS) et représentants des services de vérification interne des comptes des organismes des Nations Unies (UN-RIAS), GNUE, représentant des services d'investigation des organismes des Nations Unies (UN-RIS) et CII).
- Principaux résultats obtenus : J'ai triplé le nombre de rapports d'audit publiés, en n'augmentant que de 50 % les effectifs; entrepris un audit systématique de tous les bureaux régionaux; décidé que chaque rapport d'audit se verrait attribuer une note; mis en place une nouvelle unité d'évaluation et une nouvelle activité d'enquête; introduit un système de suivi en ligne pour l'examen de la suite donnée aux recommandations; introduit un système de réunions trimestrielles avec tous les administrateurs afin de faire le point de la mise en œuvre des recommandations, ce qui a contribué à une réduction sensible du nombre de recommandations n'ayant toujours pas été appliquées (et qui, comme je l'avais proposé, figurent maintenant parmi les objectifs annuels des administrateurs); j'ai aussi mis au point et présenté des tableaux de bord pour le suivi de toutes les activités du Bureau; introduit une nouvelle politique de divulgation des rapports d'audit interne et lancé un plan d'action (2013-2017) visant à rehausser le rang du Bureau dans la matrice de maturité de l'Institut des auditeurs internes (AII).
- Motif du départ : Mandat à durée déterminée venu à expiration (après avoir été reconduit à deux reprises après l'âge de départ obligatoire à la retraite).

**De septembre 2010 à décembre 2011 Institution supérieure de contrôle
des finances publiques françaises
(Cour des comptes)
Rapporteur extérieur
Paris (France)**

- J'ai siégé à la Deuxième Chambre de la Cour des Comptes, spécialisée dans le commerce international et le tourisme, l'industrie et la défense;
- J'ai conduit des évaluations et des audits d'agences publiques, axés sur des aspects tels que la stratégie, les finances et la gestion des ressources humaines;
- J'ai présenté les rapports d'audit externe (portefeuille confié à la France) du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU pour l'exercice biennal 2008-2009, lors d'entretiens avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et devant la Cinquième Commission

de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York (de septembre 2010 à mars 2011).

- Principaux résultats obtenus : Exécution du mandat de la France auprès du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU et publication d'un rapport remarqué sur une société du secteur public.
- Motif du départ : perspective de carrière à l'OACI.

**Septembre 2008 à août 2010 Institution supérieure de contrôle
des finances publiques françaises
(Cour des comptes)**

Détaché auprès du Comité des commissaires
aux comptes de l'ONU,
Directeur de l'audit externe (France) de l'ONU
et de ses Fonds et Programmes
New York, NY (États-Unis)

- J'ai siégé au Comité des opérations d'audit (AOC), aux côtés de représentants de l'Afrique du Sud et de la Chine. J'ai choisi certains des domaines d'activité qui devaient faire l'objet d'un audit (gestion de la trésorerie, prestations dues à la cessation de service, exécution à l'échelle nationale, marchés publics, biens durables et non durables) et ceux qui devaient donner lieu à des évaluations telles que les évaluations du personnel, la gestion budgétaire axée sur les résultats et l'assistance technique;
- J'ai validé des rapports et supervisé la mise en œuvre de recommandations;
- J'ai dirigé une équipe de cinq professionnels basés à New York et à Genève et géré un budget annuel de 3,2 millions de dollars des États-Unis;
- En l'espace de deux ans, j'ai supervisé 60 missions d'audit conduites un peu partout dans le monde avec la participation de 140 vérificateurs des comptes;
- J'ai été chargé de superviser un portefeuille de dépenses d'un montant de 15 milliards de dollars par exercice biennal, couvrant notamment les entités suivantes : Bureaux du Siège de l'ONU (New York, Genève, Vienne, Nairobi), Commissions économiques régionales (CEA, CEE, CEPALC, CESAP et CESA), Fonds constitués au moyen de contributions volontaires administrés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), Centre du commerce international (CCI), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et Plan-cadre d'équipement;
- J'ai représenté le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU à la réunion de 2009 des représentants des services d'audit interne [(RIAS-forum de vérificateurs des comptes venant d'organismes du système des Nations Unies, de banques multilatérales de développement et du Fonds monétaire international (FMI)]. J'ai fait devant les participants à cette réunion des exposés portant sur des sujets tels que le principe de l'audit unique.

- Principaux résultats obtenus : Durant l'exercice biennal, j'ai établi et publié 10 rapports que j'ai présentés au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Motif du départ : Fin du mandat de la France.

Juillet 2005 à août 2008 Direction générale du Trésor (France)

Détaché à la Banque interaméricaine
de développement (BID)

Administrateur suppléant de la Banque interaméricaine
de développement (BID) – Administrateur de la Société
interaméricaine d'investissements pour le Danemark, la
Finlande, la France, la Norvège, la Suède et la Suisse –
Membre du Comité d'audit et du comité des finances
de la BID

Washington, DC (États-Unis)

- En ma qualité de membre du Conseil d'administration de la BID j'ai supervisé la conduite des opérations de la Banque, analysé et approuvé des projets de financement (prêts liés à des politiques publiques et à des investissements d'infrastructure et crédits d'urgence, d'un montant total de 12 milliards de dollars en 2008), approuvé des politiques de la Banque, et géré les relations avec les bailleurs de fonds;
- J'ai assuré la liaison avec la Direction générale du Trésor, sur toutes les questions importantes pour le Gouvernement français, notamment la stratégie de la BID, l'efficacité du développement, les augmentations de capital, les politiques, le budget, et la gestion de la trésorerie. J'ai aussi conseillé l'administration française quant aux positions qu'il convenait de prendre sur certaines questions stratégiques.
- Principaux résultats obtenus : J'ai aidé à mettre en évidence l'approche suivie par l'Europe pour l'analyse des projets de développement financés par la BID et ai pu ainsi faire davantage ressortir la présence de la France à la Banque, même si la part des contributions françaises au capital de cet établissement reste très limitée; j'ai aussi contribué au renforcement du rôle joué par le Comité d'audit; et ai pu, grâce aux travaux que j'avais accomplis au sein du Comité susmentionné, alerter rapidement Paris au sujet de la crise des prêts toxiques qui avait fait son apparition sans s'annoncer; j'ai aussi négocié et mis en œuvre un accord bilatéral prévoyant le détachement de fonctionnaires français auprès de la BID (Trust Fund Assignment Program) au moyen d'un mécanisme de fonds d'affectation spéciale.
- Motif du départ : Fin du mandat de la France (en vertu du système de roulement).

Septembre 2002 à juin 2005 Direction générale du Trésor (Ministère des finances)

Détaché auprès de l'Ambassade de France
en Tunisie Conseiller financier
Tunis (Tunisie)

- J'ai effectué des analyses économiques et financières (risque pays et système financier);
- J'ai aidé des sociétés financières françaises à développer leurs activités en Tunisie;
- J'ai assuré la liaison avec l'administration tunisienne, à l'échelle des ministères (renseignement économique, et fourniture d'une assistance technique en ma qualité de correspondant de l'ADETEF (Assistance au développement des échanges en technologies économiques et financières) », l'organisme de coopération technique internationale du Ministère français de l'économie et des finances;
- J'ai assuré la liaison avec des partenaires multilatéraux [FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement (BAfD), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Commission européenne et Banque européenne d'investissement (BEI)], ainsi que bilatéraux [Agence française de développement (AFD)] aux fins de la coordination de l'aide au développement.
- Principaux résultats obtenus : J'ai rebâti le service et en ai rehaussé le profil en mettant au point un système efficace et de qualité pour le suivi diplomatique des questions financières et économiques intéressant la Tunisie.
- Motif du départ : Détachement auprès de la BID (par la Direction générale du Trésor).

D'avril 1999 à août 2002 Institution supérieure de contrôle des finances publiques françaises (Chambre régionale des comptes de la Réunion et Mayotte)

Auditeur et magistrat financier
St. Denis de la Réunion, île de la Réunion (océan Indien)

- J'ai procédé à l'évaluation de politiques publiques régionales ainsi qu'à l'audit de collectivités locales dans les départements d'outre-mer de l'océan Indien que sont l'île de la Réunion (226 collectivités locales, budget total 5,8 milliards d'euros) et Mayotte (57 collectivités locales, budget total 700 millions d'euros);
- Au titre des mandats de la Cour des comptes auprès de l'ONU, j'ai procédé à des audits externes des activités menées sur le terrain (Zambie, Mozambique) par le Programme alimentaire mondial (PAM) ainsi que de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (New York);
- Motif du départ : Détaché (par la Direction générale du Trésor) auprès de l'Ambassade de France en Tunisie.

01/1997-03/1999

École nationale d'administration [(ENA) École officielle de la haute fonction publique française]

Haut fonctionnaire en cours de formation

Paris, Strasbourg, Bruxelles, Beauvais

- Le programme de formation accélérée de l'ENA est conçu à l'intention des hauts fonctionnaires français et donne accès aux rangs supérieurs de la fonction publique; il dispense un enseignement de très haut niveau dans les domaines suivants : économie, relations internationales, gestion des finances publiques, droit, communication et négociation;
- J'ai effectué un stage à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles, qui a porté tout spécialement sur les questions d'élargissement, et un autre stage à la Préfecture de l'Oise à Beauvais où je me suis occupé de la question de l'emploi des jeunes;
- Après avoir achevé ma formation à l'ENA, j'ai été nommé à la Chambre régionale des comptes de l'île de la Réunion, qui relève de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques françaises.

De mars 1995 à décembre 1996**Norman Broadbent Selection**

Consultant, responsable du secteur financier

(banques, compagnies d'assurance,

marchés de capitaux)

Paris (France)

- J'ai conduit des campagnes de recrutement par annonces et des missions de chasseur de tête, tout en préparant le concours d'entrée à l'ENA, par la voie d'une procédure spéciale ouverte aux cadres du secteur privé;
- Motif du départ : Réussite au concours d'entrée à l'École nationale d'administration (ENA).

De septembre 1991 à février 1995**Barclays Bank**

Chef de produit

Londres (Royaume-Uni)

- Marketing et vente de produits financiers en Europe;
- Motif du départ : Préparation du concours d'entrée à l'ENA (concours d'accès à la haute fonction publique française).

Janvier 1990 à août 1991**Barclays Bank**

Responsable des ressources humaines

Paris (France)

- J'ai été responsable de la gestion des ressources humaines, notamment des aspects suivants : plan de formation, outils d'évaluation du personnel, planification de la relève, gestion des expatriés et recrutement de jeunes cadres;
- Reconnu comme cadre à fort potentiel;
- Motif du départ : Perspectives de carrière au Siège de la Banque Barclays à Londres (en tant que cadre à fort potentiel).

Juillet 1985 à décembre 1990

Barclays Bank

Chargé des ventes institutionnelles
Paris (France)

- J'ai été responsable d'activités financières telles que la vente et la commercialisation de produits financiers (actions, obligations, fonds communs de placement) ainsi que de l'émission d'obligations (marché primaire);
 - Ma clientèle était constituée de caisses de retraites, de compagnies d'assurance clients et de banques autres que la Barclays Bank, sises tant en France qu'en Europe;
 - Motif du départ : Perspectives de carrière au sein de la banque.
-